

Climate-Smart Agriculture : un concept 2.0 ou 0 tout court ?

La France accueillait en mars dernier une conférence internationale sur « l'agriculture climato-intelligente », un concept censé répondre aux enjeux du changement climatique.

Les lecteurs de *Transrural* sont familiers de la question du changement climatique et de ses liens avec l'agriculture (cf. *TRI* n°234 et 419). Mais qui l'est du concept de *Climate-Smart Agriculture* ou « agriculture climato-intelligente » ? Pour Christiane Lambert, vice-présidente de la FNSEA en charge du dossier « environnement, énergie et changement climatique », l'agriculture climato-intelligente doit « accompagner les agriculteurs face au changement climatique, par la recherche de solutions techniques face aux décalages de récoltes, à l'adaptation des variétés... » En s'appuyant sur des exemples de nouveaux projets, notamment celui mené en partenariat avec Météo-France sur la gestion de la ressource herbe en Pays-de-la-Loire, elle détaille : « L'un des côtés intéressants de l'agriculture climato-intelligente, c'est le numérique et ses applications pour réduire les engrais et optimiser les itinéraires culturaux. » La FNSEA et *Transrural* ne sont pas les seuls à s'intéresser au sujet ; l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en étroite association avec la Banque mondiale, cherchent à l'imposer depuis 2010. Laurent Levard, coordinateur du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret), une ONG française de développement, la définirait comme « un modèle d'agriculture à la fois capable de s'adapter et de répondre aux enjeux du réchauffement mais également d'augmenter la productivité ». Rien de neuf par rapport

au concept de double performance environnementale et économique du ministère en charge de l'agriculture en France.

MISE EN ŒUVRE, LE VENT SE LÈVE

C'est dans sa mise en application que l'agriculture climato-intelligente fait grincer des dents. Autour de ce concept s'est créée, en 2014, la *Global alliance of climate-smart agriculture* (Gacsa)¹. Cette « alliance » regroupe des ONG, comme l'Union internationale pour la protection de la nature, des institutions, des multinationales et leurs lobbies comme Fertilizers Europe² et 22 pays dont la France. Dans un rapport publié en mars dernier³, Attac et la Confédération paysanne dénoncent les solutions défendues par ce groupe comme les Organismes génétiquement modifiés (OGM), la finance carbone ou encore l'enfouissement des engrais azotés...

On peut s'étonner de voir la France partie-prenante d'une telle alliance. Le modèle agroécologique promu depuis quelques années repose, plus que dans d'autres pays, sur les pratiques paysannes, encouragées avec les Groupements d'intérêt écologique et économique (GIEE) que sur des technologies 2.0 ou l'utilisation d'OGM. Pour Laurent Levard, c'est une manière de « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier : d'un côté la France finance des conférences sur l'agroécologie à la FAO, où elle se heurte parfois à l'opposition des États-Unis, de l'autre elle participe au



Gacsa en prévision des négociations sur le climat de la fin de l'année. Les enjeux sont importants puisque lors de la conférence mondiale sur le climat qui se tiendra à la fin de l'année au Bourget (cf. *TRI* n°444), les gouvernements veulent sous-traiter les négociations concernant l'agriculture au Gacsa, ce qui donnerait un poids important aux multinationales. Si certaines nouvelles technologies, notamment celles favorisant les démarches collaboratives, sont intéressantes pour s'adapter au changement climatique, il ne faudrait pas que la réflexion sur l'agriculture climato-intelligente soit le cheval de Troie des multinationales dans les négociations aux dépens des pratiques paysannes.

■ MAXIME BERGONSO (MRJC)

1 - Composition de la dite alliance : www.fao.org/3/a-au669e.pdf.

2 - Groupe représentant les principaux fabricants d'engrais en Europe.

3 - <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/agriculture-climato-intelligente>.

Transrural

initiatives

n°446 / juin 2015 / 9 euros

- DES ÉLUS DE PLUS EN PLUS LOIN DU PEUPLE
 - « IL NE SUFFIT PAS DE COMMUNIQUER SUR L'AGROÉCOLOGIE POUR QUE ÇA MARCHE »
 - L'ATELIER PAYSAN, « NE VENEZ PAS COMME VOUS ÊTES »



Dossier
À l'école de la ferme

Transrural initiatives

revue mensuelle d'information agricole et rurale publiée par l'Agence de diffusion et d'information rurales (Adir), association d'édition de l'Afip, de la FNCivam, du MRJC et de la CNFR.



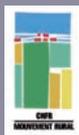
L'Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales (Afip) est un réseau associatif composé de sept structures réparties sur le territoire national. De la médiation au développement d'activités, l'Afip est un acteur du milieu rural ayant une approche territoriale en portant et militant pour les valeurs du développement durable notamment sur le pilier social.



Le réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), ce sont plus de 200 associations qui défendent depuis plus d'un demi siècle des enjeux tels que la préservation de l'environnement, l'offre d'aliments de qualité, l'élaboration d'un autre modèle énergétique, la promotion d'une agriculture durable, le maintien d'un monde rural facteur de cohésion sociale.



Lieu de rencontres, d'échanges et vecteur d'intégration socio-économique, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), propose aux jeunes de treize à trente ans vivant à la campagne ou qui l'envisagent, de s'engager avec d'autres pour l'amélioration de la qualité de vie, de leur environnement et de la société qui les entoure par l'action, la réflexion, la recherche de sens et la formation.



La Confédération nationale des Foyers ruraux (CNFR) fédère des associations qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire et qui contribuent à ce que les territoires ruraux restent des espaces de vie et de solidarité, promeuvent le fait associatif et contribuent à l'émancipation des individus, tout en luttant contre la fracture sociale et l'isolement des individus.

Directrice de publication : Isabelle Bamier - **Équipe de rédaction permanente :** Hélène Bustos, Fabrice Bugnot

Ont participé à ce numéro : Maxime Bergonso, Jean-Marc Bureau, Gautier Félix, David Fimat, Marie Herrault, Arnaud Lecler, Ludovic Mamdy, Laurent Monnin et Mélanie Théodore.

Notes de lecture et revue de presse : Alain Chanard

Impression : Evoluprint, Bruguère

Administration / Rédaction :

7bis, rue Riquet - 75019 Paris

Tél. 01 48 74 52 88

Site internet : www.transrural-initiatives.org

Mail : transrural@globenet.org

CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE : CÉLIA PERNOT

Reproduction autorisée sous réserve de demande
— n°CPPAP : 0615G86792 — ISSN : 1165-6166 —
Dépôt légal : juin 2015

vivre ensemble

Économie

- 4 Les collectivités essuient les plâtres des PPP

Politique

- 4 Des élus de plus en plus loin du peuple
5 Opportunités et stratégies locales pour fusion communale

Culture

- 7 Derrière la mise en scène des ruralités

Initiative

- 8 Métier ? Fabriculteur...



ménager les ressources

Idées

- 10 « Il ne suffit pas de communiquer sur l'agroécologie pour que ça marche »

Agriculture

- 12 Climate-Smart Agriculture : un concept 2.0 ou 0 tout court ?

Quatrième de couverture

Au fond du seuil.

Cette photo a été prise par Gérard Leriche au début du mois de mars à Vendôme dans le Loir-et-Cher. Pendant quelques semaines, chaque matin, des bénévoles de l'association Perche Nature recueillaient les crapauds dans des seaux posés avant une route et les emportaient directement près d'un étang, pour éviter qu'ils ne se fassent écraser en traversant eux-mêmes la route...

un autre développement

Économie

- 13 En finir avec le PIB

Agriculture

- 14 « Jusqu'où peut-on reterritorialiser la production agricole bretonne ? »

Mobilisation

- 15 Rassemblement hétéroclite contre le projet de ferme des 1000 veaux

Éducation populaire

- 16 L'Atelier paysan, « ne venez pas comme vous êtes »

Chronique

- 18 La guerre des mots – acte V

(Ré)abonnez-vous à *Transrural initiatives*
sur la boutique en ligne de la revue

Cosmétique politique

Il y a près de six mois déjà, aux élections législatives grecques, la coalition de la gauche radicale anti-austérité, Syriza, l'emportait. Cette victoire marquait le début d'un bras de fer sans précédent entre le nouveau gouvernement grec et les institutions européennes. Et un signe encourageant pour tous ceux qui luttent contre les politiques d'austérité mises en œuvre par les dites institutions européennes. Dans cet élan, plusieurs partis politiques, syndicats et associations ont organisé fin mai, dans différentes villes d'Europe, un Forum européen des alternatives, dans le but de « *construire une alliance de toutes les forces et citoyens qui refusent l'austérité [face à cette] Europe libérale [qui] n'en finit plus de nier la démocratie, les besoins sociaux et le développement écologique* »¹.

Mais la recherche de réduction des coûts, de performance, d'optimisation et d'efficacité économique est le fil d'Ariane de nos politiques qui se perdent dans le labyrinthe de l'austérité. L'idéologie du « *on ne peut pas faire autrement* » ou « *il n'y a pas le choix* » reste solidement ancrée, qu'il s'agisse de la réforme territoriale qui suit en ce moment même les méandres du lit parlementaire ou, sur un registre peut-être plus anecdotique, de la réforme de l'administration centrale qui se poursuit. Ainsi, tout le monde ne chômait pas le 1^{er} mai où le ministère en charge de l'agriculture annonçait la transformation de la Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT) en Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE). « *Cette transformation nous permettra de répondre plus efficacement aux enjeux économiques et sociétaux auxquels les secteurs agricole, agroalimentaire, forêt-bois et cheval doivent faire face aujourd'hui et encore plus demain* », explique-t-on au ministère² qui annonce par là même un recentrage de la nouvelle direction sur les missions d'accompagnement et de soutien des acteurs dans la relance économique et la transition écologique des filières françaises... « *Cette ambition, ces objectifs et [nos] ressources doivent ainsi nous permettre d'être une direction au service des entreprises, des filières et des collectivités territoriales, mais aussi et surtout une direction efficace, proactive, innovante, mobilisatrice et agile.* » Une présentation, des ambitions et de nouvelles missions porteuses d'une vision claire : des campagnes performantes peuplées d'agents économiques efficaces et productifs. De quoi donner envie d'aller se faire voir chez les Grecs...

HÉLÈNE BUSTOS, RESPONSABLE DE RÉDACTION

1- www.forum-des-alternatives.eu.

2- http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Presentation_de_la_DGPE_cle8a3b93.pdf.

découvrir

19 En revues

20 Au fil des lectures

la vie des réseaux



I à VIII DOSSIER CENTRAL

À l'école de la Ferme

Célia Pernot, photographe indépendante, a passé trois mois en résidence dans le lycée agricole Jacques Bujault de Melle (Deux-Sèvres), fin 2010, afin de suivre les professeurs et les élèves, leur apprentissage des gestes et des techniques. Ce dossier donne un petit aperçu de ce travail qui, pour la photographe, « *témoigne d'un métier, d'une part menacé de disparition, d'autre part jeune et actif, mais de plus en plus invisible dans la société de consommation d'aujourd'hui. Il révèle la sensibilité et l'attachement de jeunes à la vie rurale et leur engagement dans les activités d'éleveur* ».



CÉLIA PERNOT

Transrural initiatives

Vous pouvez vous abonner en ligne sur :
<http://boutique.transrural-initiatives.org>

La revue associative des territoires ruraux

Transrural initiatives est une revue mensuelle portée par des mouvements associatifs d'éducation populaire à vocation rurale et agricole.

En s'appuyant sur un comité de rédaction composé d'acteurs du développement rural (animateurs, militants associatifs), associés à des journalistes, elle propose une lecture de l'actualité et des enjeux concernant les espaces ruraux qui privilégie les réalités de terrain et valorise des initiatives locales et innovantes. La revue appréhende ces territoires dans la diversité de leurs usages et met en avant des espaces où il est possible d'habiter, de se déplacer, de s'instruire, de se cultiver, de produire, de se distraire et de tisser des liens. Ces expériences locales illustrent concrètement des alternatives au modèle de développement économique dominant, marqué par la mise en concurrence généralisée, la disparition des solidarités et l'exploitation aveugle des ressources naturelles. *Transrural* entend sortir de la morosité ambiante et invite à l'action ! Dans chaque numéro, un dossier thématique permet d'approfondir une question (ex. : Le rural a rendez-vous avec la ville ; La forêt, entre patrimoine financier et naturel ; L'agriculture locale, nouveau champ d'action politique des collectivités).

Sans publicité, à but non lucratif, la revue assure son fonctionnement et son indépendance grâce aux abonnements.



BON D'ABONNEMENT

Pour un abonnement d'un an (10 numéros) :

- Tarif réduit (étudiants, chômeurs, abonnements groupés – à partir de 5 personnes) : 45€ ; tarif normal : 55€ ; tarif association : 80€ ; tarif institution (bibliothèques, collectivités, services...) : 90€ ; tarif découverte (3 numéros) : 25€.
- À l'étranger : tarif normal : 65€ ; tarif institution : 95€.

Pour un abonnement 2 ans (20 numéros) : tarif normal : 95€ ; tarif association : 150€ ; tarif institution : 170€.

Nom : Société :

Prénom : Mail :

Adresse :

Comment avez-vous connu *Transrural*? :

Je souhaite recevoir une facture : OUI NON

Si vous souhaitez faire découvrir la revue,
indiquez ici les coordonnées de la personne de votre choix, nous lui enverrons un numéro :

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail :

Règlement par chèque à l'ordre de Transrural Initiatives ou par mandat administratif
à envoyer à Transrural Initiatives - 7bis, rue Riquet - 75019 Paris

transrural@globenet.org